

- Document de travail du Canada au sujet des jours sectoriels (*Canadian Discussion Paper on Sector Days*)
- A/CONF.151/PC/L.52
- Dispositions relatives aux prochaines séances du Comité plénier (*Arrangements for future sessions on the Plenary Committee*)
- A/CONF.151/PC/L.42 et Corr.1
- Structure et organisation d'Agenda 21 (Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle) : Rapport du secrétaire général (*Structure and organization of Agenda 21: Report of the Secretary General*)

## DISCUSSION CONCERNANT LE PREPCOM

Les principaux objectifs du Canada sont les suivants :

- la participation à la CNUED des entités autres que les délégations nationales, notamment les organisations non gouvernementales, les organisations régionales et les représentants des provinces;
- l'initiative canadienne relative aux « jours sectoriels » à la CNUED, et notre intérêt à ce que le Brésil, à titre d'hôte, et les autres délégations acceptent ce concept, constitue un élément important de notre stratégie pour assurer une vaste participation du public à la CNUED.

La séance a commencé par les déclarations de Maurice Strong, du Brésil et du président de l'organisation de la Conférence. Le gouvernement brésilien s'attend à ce que les délégués officiels commencent à arriver pendant le dernier week-end de mai pour les dernières consultations pré-Conférence. La Conférence commencera le 1<sup>er</sup> juin 1992, le matin du premier jour étant consacré à des questions organisationnelles. Suivra le débat général qui se poursuivra pendant trois jours. Il y aura une pause le 5 juin 1992 (vingtième anniversaire de l'ouverture de la Conférence de Stockholm et Journée mondiale de l'environnement). Le débat général reprendra le 8 juin 1992 pour se terminer le 10 juin 1992 (soit quarante heures de débat général). Rien de précis n'a été dit au sujet d'un éventuel programme pour les chefs d'État et de gouvernement, bien que le Brésil ait fait savoir qu'il continuait d'examiner la possibilité d'un événement spécial. Les Brésiliens ont accueilli favorablement la participation d'institutions non gouvernementales et intergouvernementales à la CNUED.